



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
HUB SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

RAPPORT ANNUEL 2020

SOMMAIRE

4

Avant-Propos

6

Le PNUD en Afrique de l'Ouest et du Centre - Aperçu des Résultats

8

Indice Par Pays

10

Favoriser le Développement dans la Région

12

Frontières à Venir

14

COVID-19

16

Naissance de Notre Réponse

18

Appui du PNUD à la Prévention des Conflits et Consolidation de la Paix

20

L'Offre Stratégique Renouvelée en Afrique

22

Résultats

38

Leadership du Hub

Copyright © 2021 Programme des Nations Unies pour le Développement

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète.

Programme des Nations Unies pour le Développement
Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complex Citamil, Immeuble E
Dakar - Sénégal

AVANT-PROPOS

MIEUX RECONSTRUIRE

Les flux et reflux du développement et de la stabilité au Sahel et dans la région plus la vaste de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACA) ont été principalement influencés par des défis persistants d'un côté de l'échelle et par des interventions en faveur du développement durable et de la consolidation de la paix de l'autre. Pourtant, au milieu de tout cela, une histoire de résilience se profile à l'horizon.

L'année écoulée a fait naître l'urgence de répondre aux défis exacerbés par la COVID-19 et de construire une Afrique de l'Ouest et du Centre post-COVID transformée et durable. Cette urgence a ouvert la voie à l'élaboration de domaines d'intervention stratégiques qui servent de plan de développement pour la région et qui couvrent divers domaines thématiques s'attaquant aux causes profondes de l'instabilité prolongée et du sous-développement.

Ces interventions, tirées des six domaines d'impact décrits dans l'offre stratégique renouvelée du Bureau régional pour l'Afrique (RBA) en Afrique, ont donné naissance à de multiples initiatives qui ont déjà franchi des étapes importantes dans des parties difficiles à atteindre de la région. Par exemple, dans le bassin du lac Tchad (BLT) - Cameroun, Tchad, Niger et Nigeria, où des millions de personnes sont touchées par l'insurrection de Boko Haram, une stabilisation à grande échelle est en cours pour rétablir la normalité dans les parties touchées de la région. Ce cadre de stabilisation est en cours d'extension dans le Liptako-Gourma - Burkina Faso, Mali et Niger, où des acteurs non étatiques continuent d'alimenter l'instabilité et de paralyser les efforts de développement.

En tant que sous-composante du Centre de services régional pour l'Afrique (RSCA), le centre de l'Afrique de l'Ouest et du Centre travaille en étroite collaboration avec 24 bureaux pays (CO) et d'autres centres sous-régionaux à Addis-Abeba, Pretoria et Nairobi, y compris le Centre des zones frontalières du PNUD en Afrique. Nous contribuons à faire progresser le développement en Afrique dans le cadre du Programme régional pour l'Afrique et de ses priorités stratégiques. Nous sommes également engagés dans des consultations avec l'équipe du Programme régional pour développer son prochain Document de Programme régional (2022 - 2025).

Notre travail dans la région n'est pas un effort solitaire mais un effort qui compte sur le soutien de plusieurs acteurs (y compris les bureaux, agences, fonds et programmes de l'ONU) avec un objectif commun - un continent transformé.

Nous avons approfondi les partenariats avec les principales parties prenantes qui jouent un rôle crucial dans l'extension de la portée de notre travail et de son impact sur le terrain. Avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine, nous renforçons les capacités de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation pour la résilience dans la région du Sahel, en favorisant des solutions tenant compte des risques pour le développement durable. En outre, nous soutenons la mise en œuvre des projets régionaux de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre (ALPC), en renforçant la cohésion communautaire et en fournissant des services sociaux en échange de la remise volontaire de plus de 40 000 armes et munitions en Afrique de l'Ouest au cours des six dernières années.

Avec la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), et en collaboration avec d'autres acteurs clés, nous soutenons la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la stabilisation,

le relèvement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram (RSS). En tant que cadre pour les interventions dans la région, cette stratégie (également conforme à la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), guide le travail de tous les partenaires pour soutenir la consolidation de la paix et la stabilité.

Dans la région du Liptako-Gourma, nous travaillons en étroite collaboration avec l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG) pour déployer des initiatives transformatrices. Les succès et les meilleures pratiques du bassin du lac Tchad sont à la base de notre travail de stabilisation dans la région, qui est élargi pour répondre aux besoins cruciaux des populations des régions du Burkina Faso, du Mali et du Niger touchées par le conflit. En outre, nous renforçons la coopération transfrontalière, encourageons une croissance et des activités économiques équitables et soutenons les efforts de consolidation de la paix.

En Afrique centrale, qui abrite la plus importante zone forestière du continent et la deuxième plus grande au monde après l'Amazonie, le bassin du Congo reste vulnérable aux pressions extérieures qui menacent sa riche biodiversité. Grâce à notre engagement avec des partenaires tels que l'Initiative pour les forêts du bassin du Congo (CAFI), nous soutenons le renforcement de la résilience face aux chocs climatiques. Nous développons également une Offre Bassin du Congo pour promouvoir le développement et préserver l'écosystème unique et fragile de la région.

À mesure que nous avançons, ce rapport annuel illustre notre espoir pour la région. En peu de temps, nous avons établi des mécanismes pour faciliter l'impact des initiatives conçues à partir de nos interventions dans la gouvernance, la jeunesse, les énergies renouvelables, les moyens de subsistance et l'action climatique. En 2021, nous lancerons le Laboratoire de solutions de développement du Sahel (SahelLab), qui servira d'incubateur de solutions innovantes pour et par les Sahéliens. Nous augmentons nos investissements dans la région pour englober le capital humain, les solutions d'énergie renouvelable, l'autonomisation des jeunes, le renforcement de la gouvernance locale et la consolidation de la paix tout en tirant parti de la numérisation.

Si nous sommes conscients des immenses défis de l'année écoulée et de ceux qui nous attendent, nous reconnaissons la formidable volonté et la capacité du PNUD dans la région à relever ces défis dans une égale mesure. Nous remercions tout particulièrement nos partenaires techniques et financiers qui font de cette vision une réalité. J'espère que d'autres seront encouragés à nous rejoindre pour éradiquer la pauvreté et soutenir la paix et le développement.

Ma sincère gratitude va également à l'équipe inébranlable du PNUD WACA à travers Dakar, Abuja, N'Djamena, Ouagadougou, Addis Abeba, New York, et les 24 bureaux nationaux, travaillant sans relâche dans des situations complexes pour tenir notre promesse pour la région.



Njoya Tikum
Coordonnateur

Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Programme Des Nations Unies Pour Le Développement

LE PNUD EN AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE



690 MILLIONS
DE DOLLARS
D'INVESTISSEMENTS



SOUTIEN D'UN
BUREAU NATIONAL
DÉDIÉ À **24 PAYS**



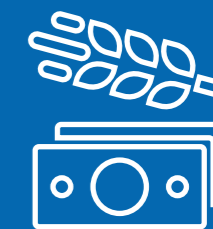
PLUS DE 1,800
LIGNES D'EAU, MAGASINS
ET MAISONS CONSTRUITS



PLUS DE 30 000
PERSONNES
ONT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCÈS
AUX SOINS DE SANTÉ



DES MILLIERS DE
BÉNÉFICIAIRES
DE LA CONSTRUCTION
D'ÉCOLES DANS LE BASSIN
DU LAC TCHAD



PLUS DE 30 000
OPPORTUNITÉS
DE MOYENS DE
SUBSISTANCE CRÉÉS



STABILISATION
ÉTENDUE
À LA RÉGION DE
LIPTAKO-GOURMA



SOUTIEN AU RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS
FOURNI À 400 CHEFS
TRADITIONNELS ET
REPRÉSENTANTS DU
GOUVERNEMENT LOCAL



5 OFFRES PHARES
POUR TRANSFORMER
LA RÉGION



COVID-19 SOUTIEN
AU REDRESSEMENT
FOURNI AUX PAYS



ARMES LÉGÈRES ET
DE PETIT CALIBRE
L'INITIATIVE S'ÉTEND À
SEPT PAYS



RENFORCEMENT DU
CONTRAT SOCIAL
DANS LE BASSIN DU
LAC TCHAD

INDICE PAYS

SOURCES

Population - Revue de la population mondiale
 IDH - Rapport sur le développement humain du PNUD
 Population ayant accès à l'électricité : Suivi de l'ODD 7
 Indice de fragilité : Fonds pour la paix
 Indice de terrorisme - Institut d'économie et de paix
 Indice mondial de la paix - Institut d'économie et de paix
 PIB - Fonds monétaire international



BENIN

Population (2021) : 12 379 185 habitants
 IDH (2019) : 0,545
 Population ayant accès à l'électricité : 40%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 72,5
 Indice de Terrorisme : 0,663
 Indice mondial de la paix (2020) : 182
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 17,327



BURKINA FASO

Population (2021) : 21 497 096 habitants
 IDH (2019) : 0,452
 Population ayant accès à l'électricité : 18%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 85,9
 Indice de Terrorisme : 6,755
 Indice de paix global (2020) : 2,316
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 18,853



CAMEROUN

Population (2021) : 27 744 989 habitants
 IDH (2019) : 0,563
 Population ayant accès à l'électricité : 63%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 97,9
 Indice de Terrorisme : 6,627
 Indice mondial de la paix (2020) : 2,65
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 44,893



CAP VERT

Population (2021) : 555 897 habitants
 IDH (2019) : 0,665
 Population ayant accès à l'électricité : 96%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 64,8
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix globale (2020) : N/A
 PIB (milliards de dollars) 2021 : N/A



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Population (2021) : 4,919,981
 IDH (2019) : 0,394
 Population ayant accès à l'électricité : 14%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 107,5
 Indice de Terrorisme : 6,241
 Indice de paix global (2020) : 3,237
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 2,718



TCHAD

Population (2021) : 16 914 985 habitants
 IDH (2019) : 0,398
 Population ayant accès à l'électricité : 8%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 106,4
 Indice de Terrorisme : 4,829
 Indice de paix global (2020) : 2,538
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 12,531



CÔTE D'IVOIRE

Population (2021) : 27 053 629 habitants
 IDH (2019) : 0,538
 Population ayant accès à l'électricité : 69%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 89,7
 Indice de Terrorisme : 1,945
 Indice de paix global (2020) : 2,169
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 70,991



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Population (2021) : 92 377 993 habitants
 IDH (2019) : 0,480
 Population ayant accès à l'électricité : 19%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 109,4
 Indice de Terrorisme : 7,178
 Indice de paix global (2020) : 3,243
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 55,088



GUINÉE ÉQUATORIALE

Population (2021) : 2 159 079 habitants
 IDH (2019) : 0,592
 Population ayant accès à l'électricité : 67%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 83,0
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix global (2020) : 1,891
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 11,726



GABON

Population (2021) : 2 278 825 habitants
 IDH (2019) : 0,703
 Population ayant accès à l'électricité : 91%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 69,1
 Indice de Terrorisme : 1,43
 Indice de paix global (2020) : 2,116
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 18,362



LA GAMBIE

Population (2021) : 2,486,945
 IDH (2019) : 0,496
 Population ayant accès à l'électricité : 60%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 82,2
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix global (2020) : 1,891
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 2,078



GHANA

Population (2021) : 31 732 129 habitants
 IDH (2019) : 0,611
 Population ayant accès à l'électricité : 84%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 64,2
 Indice de Terrorisme : 1,743
 Indice de paix global (2020) : 1,776
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 74,260



GUINÉE

Population (2021) : 16 914 985 habitants
 IDH (2019) : 0,477
 Population ayant accès à l'électricité : 42%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 97,2
 Indice de Terrorisme : 0,41
 Indice de paix global (2020) : 2,082
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 16,339



GUINÉE-BISSAU

Population (2021) : 2,015,494 habitants
 IDH (2019) : 0,480
 Population ayant accès à l'électricité : 31%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 92,9
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix global (2020) : 2,157
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 1,647



LIBERIA

Population (2021) : 5 180 203 habitants
 IDH (2019) : 0,480
 Population ayant accès à l'électricité : 28%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 90,0
 Indice de Terrorisme : 0,191
 Indice de paix global (2020) : 1,877
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 3,370



MALI

Population (2021) : 20,855,735
 IDH (2019) : 0,434
 Population ayant accès à l'électricité : 48%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 96,0
 Indice de Terrorisme : 7,049
 Indice de paix global (2020) : 2,729
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 19,912



MAURITANIE

Population (2021) : 4 775 119 habitants
 IDH (2019) : 0,546
 Population ayant accès à l'électricité : 46%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 88,7
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix global (2020) : 2,287
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 9,239



NIGER

Population (2021) : 25,130,817
 IDH (2019) : 0,394
 Population ayant accès à l'électricité : 19%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 95,3
 Indice de Terrorisme : 5,617
 Indice de paix global (2020) : 2,608
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 15,899



NIGERIA

Population (2021) : 211 400 708 habitants
 IDH (2019) : 0,539
 Population ayant accès à l'électricité : 55%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 97,3
 Indice de Terrorisme : 8,314
 Indice de paix global (2020) : 2,865
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 514,049



RÉPUBLIQUE DU CONGO

Population (2021) : 5,657,013
 IDH (2019) : 0,539
 Population ayant accès à l'électricité : 48%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 92,1
 Indice de Terrorisme : 2,043
 Indice de paix global (2020) : 2,343
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 12,022



SAO TOME ET PRINCIPE

Population (2021) : 7,813
 IDH (2019) : 0,625
 Population ayant accès à l'électricité : 75%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 70,3
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix globale (2020) : N/A
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 0,485



SÉNÉGAL

Population (2021) : 17,196,301
 IDH (2019) : 0,512
 Population ayant accès à l'électricité : 70%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 74,6
 Indice de Terrorisme : 0,391
 Indice de paix global (2020) : 1,824
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 27,927



SIERRA LEONE

Population (2021) : 8 141 343 habitants
 IDH (2019) : 0,452
 Population ayant accès à l'électricité : 23%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 84,4
 Indice de Terrorisme : 0,229
 Indice de paix global (2020) : 1,82
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 4,420



TOGO

Population (2021) : 8,478,250
 IDH (2019) : 0,515
 Population ayant accès à l'électricité : 52%
 Indice de fragilité (Fonds pour la paix) : 85,8
 Indice de Terrorisme : N/A
 Indice de paix global (2020) : 2,201
 PIB (milliards de dollars) 2021 : 8,627

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION

HUB SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Avec une offre renouvelée, des partenariats stratégiques et des capacités croissantes, le hub se fait le champion de la bonne gouvernance, de l'autonomisation des jeunes, du renforcement de la résilience et des solutions d'énergie renouvelable.

Le Centre sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, situé à Dakar - Sénégal, fonctionne comme une composante sous-régionale du Centre de services régional pour l'Afrique (RSCA) du Bureau régional pour l'Afrique (RBA). Il fournit à 24 bureaux pays (COs), soit 52% de l'empreinte des bureaux de pays du RBA en Afrique de l'Ouest et du Centre, un soutien de gestion dédié et des services de conseil en matière de politique et de programmation dans les domaines prioritaires cruciaux du RBA, en rapprochant cette expertise des besoins opérationnels du PNUD sur le terrain.

Son mandat est au centre de la géopolitique et de la gestion des crises et de la fragilité dans la sous-région, ce qui fait que ses fonctions principales sont adaptées à la résolution de problèmes de développement complexes et en évolution rapide, principalement par la combinaison de l'humanitaire, du développement, de la paix et de la sécurité.

En termes généraux, les fonctions essentielles du centre comprennent les fonctions régionales stratégiques et la représentation, le soutien aux bureaux nationaux et aux institutions régionales, les programmes pour la région du Sahel et la mise en œuvre des initiatives régionales et des projets régionaux du PNUD et des Nations unies.

Fonctions Régionales Stratégiques et Représentation

Conformément aux mandats mondiaux et régionaux du PNUD, y compris dans la mise en œuvre de la Promesse de l'Afrique, les partenariats stratégiques et la représentation du centre sont façonnés par les contextes de développement actuels de la région de l'Afrique occidentale et centrale. L'accent mis sur la région du Sahel, qui comprend des points chauds tels que le bassin du lac Tchad et la région du Liptako-Gourma, est essentiel à cet égard. À cet égard, la mise en œuvre des objectifs de l'UNISS/UNSP pour le Sahel a constitué une composante essentielle des interventions du Hub dans la région au cours de la période considérée.

Soutien aux Bureaux Nationaux et aux Institutions Régionales

Le soutien du Hub aux bureaux nationaux englobe une large gamme de services, y compris l'analyse stratégique et le développement de programmes, la supervision de la mise en œuvre des programmes, les services politiques. Le soutien aux institutions régionales comprend l'internalisation des traités/politiques intergouvernementales régionales, le renforcement des normes institutionnelles et des capacités fonctionnelles.

Programmes et Domaines d'Intervention Stratégiques du PNUD pour la Région du Sahel

Afin de contribuer à la mise en œuvre efficace de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le RBA, intégrateur et chef de file du système du groupe de développement des Nations Unies (UNDG) dans la région du Sahel, a récemment lancé l'offre du PNUD pour la régénération du Sahel. Elle répond à l'évolution et à la dynamique des paysages socio-économiques, politiques et sécuritaires et décrit la contribution du PNUD pour régénérer le Sahel et changer le récit de la crise à l'espoir.

Le Hub de Dakar dirige l'opérationnalisation de l'Offre RBA Sahel sur le terrain. Effectivement, cela se fait par le biais de : Offre de gouvernance et de consolidation de la paix, Programme régional pour l'autonomisation des jeunes au Sahel, Offre d'énergie renouvelable pour le Sahel, Programme conjoint des Nations unies sur la coopération transfrontalière et le renforcement de la résilience dans la région du Liptako-Gourma, Facilité régionale de stabilisation du PNUD pour le bassin du lac Tchad, et Facilité régionale de stabilisation du PNUD pour le Liptako-Gourma.

Mise en œuvre des initiatives régionales et des projets régionaux du PNUD et de l'ONU

Il s'agit d'initiatives mises en œuvre dans le cadre du Programme régional pour l'Afrique et en collaboration avec le Global Policy Network (GPN). Il s'agit notamment du programme régional sur les armes légères et de petit calibre (ALPC) et du programme régional sur la résilience climatique et la réduction des risques.



PNUD
POUR
LES ODD

FRONTIÈRES

S'appuyant sur les succès de l'année passée, le Centre sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre en 2021 a défini des priorités pour un impact significatif dans la région, ancrées sur des questions transversales qui libèrent le potentiel de la sous-région.

Voici ce à quoi il faut s'attendre :

Sécurité climatique : Le PNUD atténuera l'impact des risques sécuritaires liés au climat tout en préservant l'environnement et la biodiversité, en diversifiant et en améliorant l'accès à des moyens de subsistance durables, en renforçant la cohésion sociale et en prévenant les conflits violents dans la région. Le projet adoptera une double approche qui vise à renforcer la résilience climatique et à maintenir la paix dans les parties fragiles et touchées par les conflits de la région du Sahel.

Énergie renouvelable : Sous l'égide de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS), le PNUD dirigera le processus de conceptualisation de l'offre d'énergie renouvelable des Nations Unies en collaboration avec 16 autres agences dans le cadre du pilier de la résilience. Cette initiative intervient à un moment crucial où plus de 168 millions de personnes



Solutions D'énergie Renouvelable

Le projet régional sur les énergies renouvelables pour le Sahel améliorera l'accès aux solutions d'énergie renouvelable.



Une Région D'innovation

Les initiatives à venir, notamment le SaheLab, s'appuieront sur la créativité de la région pour donner naissance à des solutions innovantes dans de multiples secteurs.



Technologie de Cuisson Propre

Seuls 11 % des habitants du Sahel ont accès à une technologie de cuisson propre. Le projet vise à promouvoir cette solution.



Renforcer le Soutien au Niveau National

Fournir un soutien spécifique au travail des bureaux nationaux, en les connectant à l'expertise disponible au centre et dans toute la région.

n'ont pas accès à l'électricité et près de 300 millions n'ont pas accès à des technologies de cuisson propres.

Jeunesse : Une offre pour les jeunes a été développée cette année et sera déployée l'année prochaine, en s'appuyant fortement sur nos partenariats stratégiques avec plusieurs parties prenantes dans la région comme Youth Connekt Africa et la Fondation Tony Elumelu. Nous travaillons en étroite collaboration avec le secrétariat pour développer un chapitre de Youth Connekt Sahel qui réponde aux défis du chômage et de l'entrepreneuriat des jeunes dans la région.

Laboratoire de solutions de développement du Sahel:

Au cours de l'année à venir, le Hub lancera le Laboratoire de solutions de développement du Sahel (SAHELAB) comme une voie pour réinventer le développement au Sahel. Il s'articule autour d'une plateforme numérique qui soutient et coordonne les actions des Accelerator Labs dans les pays sahéliens et renforce la synergie des expertises et des interventions entre les acteurs du développement. L'initiative s'appuiera sur les nouvelles technologies pour générer des idées innovantes en permettant l'apprentissage, le partage d'expérience, la cocréation, l'itération rapide et l'expérimentation de solutions de développement, permettant ainsi de tester et de mettre à l'échelle les solutions dans la région.



Revitalisation des écosystèmes naturels, sécurité alimentaire et nutritionnelle et promotion d'une agriculture écologiquement saine



Autonomisation économique des femmes et des jeunes - possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat



Rétention d'eau pour les agriculteurs et les éleveurs et services d'assainissement de l'eau.



Consolidation de la paix et prévention des crises; déradicalisation des jeunes contre l'extrémisme violent; et réintégration des personnes déplacées de force.



Solutions d'énergie renouvelable, gestion des déchets et recyclage

REDRESSEMENT DANS LES MILIEUX FRAGILES

Au cours de l'année écoulée, notre travail a été lourdement impacté par la pandémie de COVID-19, les activités se déplaçant principalement en ligne, ce qui a mis à rude épreuve l'infrastructure numérique limitée de la région. Ce changement inattendu a aggravé les défis déjà existants au Sahel, laissant de nombreuses personnes vulnérables.

“Le bassin du lac Tchad, comme le reste du monde, a été gravement touché par la pandémie de COVID-19. L'impact de la pandémie nous oblige à nous ajuster et à nous adapter à une nouvelle façon de travailler pour continuer à servir la population de la région. La majorité de la population de la région BLT est déjà confrontée à des défis importants émanant de la dégradation de l'environnement due au changement climatique, au développement inadéquat et au manque d'accès aux services sociaux de base, ainsi qu'au double défi des conflits violents et de l'insurrection.” – **Ambassadeur Mamman Nuhu, Secrétaire Exécutif de la CBLT et Chef de Mission de la MNJTF.**

En conséquence, nous avons lancé des campagnes de sensibilisation à grande échelle et soutenu les institutions gouvernementales dans leur réponse au COVID-19. Nous avons également déployé des capacités supplémentaires dans les zones exposées aux conflits afin de soutenir de manière adéquate les communautés touchées par la crise et les multiples effets qu'elle a eus sur d'autres aspects de leur vie, et nous avons élargi l'échelle de notre

réponse pour nous attaquer à l'accès aux services sociaux, aux moyens de subsistance et au dialogue communautaire en tant que facilitateur de la paix.

Par exemple, dans la région du Liptako-Gourma, le projet “Trade for Peace” a été lancé pour soutenir le redressement socio-économique de la région après le COVID-19 et favoriser la paix et la cohésion sociale. Pour ce faire, il s'agira d'approfondir l'intégration économique en augmentant le commerce transfrontalier, de favoriser la compréhension mutuelle entre les communautés frontalières, de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens de subsistance et d'accroître les possibilités de revenus, en particulier pour les femmes et les jeunes.

“Dans la zone frontalière du Liptako-Gourma, les populations des trois pays du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont suffisamment souffert de l'insécurité. Malgré leur attachement à leurs terres, beaucoup d'entre elles ont dû faire face à des déplacements forcés, entraînant des difficultés, telles que l'insécurité alimentaire, la fermeture des écoles, les difficultés d'accès aux ressources en eau potable, etc.” – **Le ministre du commerce du Burkina Faso, Seydou Ilboulo.**

Alors que la région passe de la crise à la reprise, le Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre est bien placé pour transformer le récit de ceux qui vivent au Sahel.

“ En collaboration avec des partenaires tels que le PNUD, les efforts de relèvement de l'Union africaine dans le cadre du COVID-19 visent à créer les conditions préalables à l'édification de sociétés résilientes sur le continent, notamment en élaborant un cadre pertinent pour guider les efforts de relèvement résilient des États membres dans une perspective multirisque et multisectorielle.

S.E. Josefa Sacko

Commissaire de L'union Africaine pour L'agriculture, Le Développement Rural, L'économie Bleue et L'environnement Durable

”

LES DOMAINES D'INTERVENTION STRATÉGIQUES DU PNUD POUR LA RÉGION



Gouvernance

En réponse aux déficits de gouvernance au Sahel, l'offre de gouvernance vise à améliorer les relations entre l'État et la société, à renforcer les normes, les systèmes et les institutions de gouvernance, et à renforcer la prévention des conflits et la consolidation de la paix.



Jeunesse

Élargir l'accès à l'emploi, à l'éco-entreprenariat et aux opportunités numériques pour les jeunes ; renforcer l'engagement des jeunes dans la politique, la consolidation de la paix, le développement socio-économique et la résilience climatique; et créer un environnement favorable qui supprime les obstacles et offre des opportunités pour une participation significative au changement socio-politique et une résilience accrue aux chocs, au stress, à la vulnérabilité des ménages et des communautés.



Energie Renouvelable

En raison des déficits énergétiques au Sahel, l'offre d'énergie renouvelable vise à améliorer l'environnement favorable au déploiement de solutions d'accès à l'énergie propre ; à accélérer l'accès à l'énergie durable pour une utilisation productive et à améliorer les services de base pour les communautés vulnérables ; à soutenir le développement socio-économique dans les zones rurales par une approche holistique d'écovillage et de pôles économiques verts.



Moyens De Subsistance

Promotion de solutions durables et de la protection sociale, création d'emplois et de moyens de subsistance, soutien financier, autonomisation et partage des connaissances.



Action Pour Le Climat

Permettre la génération et le partage de preuves ; Fournir des solutions d'adaptation basées sur la terre ; Réponse aux crises et redressement ; Gouvernance du climat et des risques.

SOUTIEN DU PNUD A LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Contributions consolidées telles qu'elles ont été reçues des bureaux de pays du PNUD en Afrique



■ BENIN
■ BURKINA FASO
■ CAMEROON

■ CAP VERT
■ RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
■ TCHAD

■ COTE D'IVOIRE
■ RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
■ GUINÉE ÉQUATORIALE

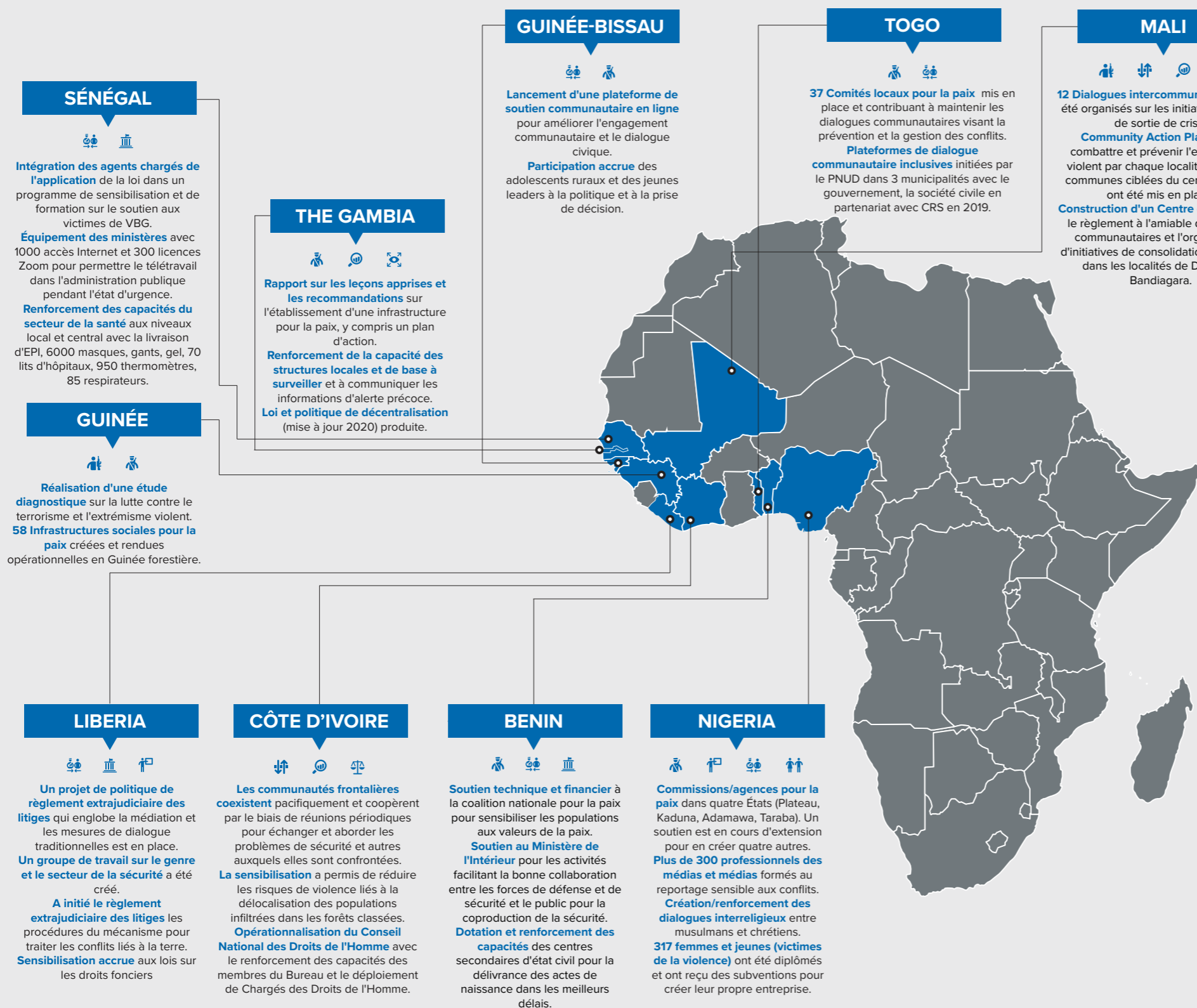
■ GABON
■ LA GAMBIE
■ GHANA

■ GUINÉE
■ GUINÉE-BISSAU
■ LIBERIA

■ MALI
■ MAURITANIE
■ NIGER

■ NIGERIA
■ RÉPUBLIQUE DU CONGO
■ SAO TOME ET PRINCIPE

■ SIERRA LEONE
■ SÉNÉGAL
■ TOGO



DOMAINES D'INTERVENTION CLES

- Contre et prévenir l'extrémisme violent
- Soutenir et Renforcer Infrastructures pour la paix
- Soutenir la cohésion sociale, & Renforcer les relations avec les citoyens
- Améliorer la gouvernance et renforcer les relations entre les citoyens et l'État
- Collaboration transfrontalière
- Intégrer la sensibilité aux conflits et mener une analyse des conflits
- S'attaquer aux causes profondes des
- Soutenir le lien entre le Nexus Humanitaire, Développement et Paix (HDP)
- Accès à la justice, à la sécurité et aux renforcements des droits de l'homme
- Améliorer la responsabilité décentralisée dans la prestation de services
- Autonomisation et soutien aux victimes de la violence (jeunes et femmes)

LA PROMESSE DE L'AFRIQUE

L'offre stratégique renouvelée en Afrique aide les populations, les gouvernements et les institutions du continent à consolider les acquis récents et à relever efficacement les défis qui subsistent. Il s'agit notamment des inégalités persistantes, de la faiblesse des institutions de gouvernance, du changement climatique, de la croissance démographique rapide, du ralentissement de l'industrialisation et de la montée de la violence.

L'offre découle des solutions emblématiques du PNUD visant à: maintenir les gens hors de la

pauvreté; renforcer une gouvernance efficace, inclusive et responsable; améliorer les capacités nationales de prévention et de relèvement pour des sociétés résilientes; promouvoir des solutions basées sur la nature pour une planète durable; combler le fossé énergétique; renforcer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Ces solutions servent de cadre à l'offre stratégique renouvelée en Afrique, qui s'articule autour de six domaines d'impact stratégique mis en évidence dans le diagramme ci-dessous:

Cette offre est une approche renouvelée qui engage les pays en tant que précieux hôtes et agents de développement avec des forces et des atouts inhérents qui peuvent être stratégiquement exploités vers des objectifs communs.

La mission de l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique est de permettre l'accélération

des objectifs de développement durable en Afrique au cours de la Décennie d'action. Elle s'appuie sur les domaines d'impact stratégique pour identifier les catalyseurs fondamentaux qui permettront de réaliser l'offre stratégique renouvelée du PNUD en Afrique ou "la promesse de l'Afrique".

Ces six catalyseurs sont présentés ci-dessous:

Six Domaines D'impact Stratégique



Six Domaines D'impact Stratégique





STABILISATION DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD

\$100
MILLIONS

8
TERRITOIRES

900K
PERSONNES

Les quatre États frontaliers que sont le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria sont confrontés à des attaques violentes et récurrentes de Boko Haram. Par conséquent, la faiblesse des institutions gouvernementales, la pauvreté et la radicalisation des jeunes due au chômage aggravent la fragilité actuelle des régions du bassin du lac Tchad dans un contexte de problèmes climatiques et de COVID-19. En guise d'engagement envers les ODD 2030 et l'Agenda africain 2063, l'Union africaine (UA) et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) ont actualisé la Stratégie régionale de stabilisation pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram (SRS). La stratégie, qui repose sur neuf piliers de stabilisation, fournit une feuille de route pour des interventions limitées dans le temps pour les communautés affectées par le conflit. Le PNUD soutient la SRS en tant que mécanisme de financement pour atteindre des résultats de stabilisation au niveau régional et national par le biais de la Facilité de Stabilisation Régionale (FSR). S'inspirant des plans de stabilisation du PNUD en Irak, mais avec le recul de la spécificité de chaque contexte, le RSF est devenu un projet de stabilisation pivot dans la sous-région.

Le FSR s'est concentré sur des territoires spécifiques libérés du contrôle de Boko Haram et d'autres groupes extrémistes violents afin d'améliorer la sécurité des communautés, de renforcer le contrat social, de construire des infrastructures essentielles, de fournir des services de base et des moyens de subsistance. Ciblant une population de plus de 900 000 personnes cumulées, les investissements du FSR dans la région ont permis de fournir des équipements agricoles, des lignes d'eau, ainsi que la construction et la réhabilitation d'environ 750 infrastructures telles que des écoles, des étals de marché, des centres de paix, des

hôpitaux et des routes. Plus de 26 791 personnes ont bénéficié de plusieurs moyens de subsistance ou ont reçu une formation professionnelle pour améliorer leurs capacités d'emploi grâce au programme "Argent contre travail".

Le Secrétariat SRS a soutenu la mise en place de la cellule civilo-militaire (CIMIC) du CBLT afin de faciliter la coordination des dialogues sécuritaires et politiques envisagés par l'Union africaine (UA). En novembre, un atelier a été organisé avec les officiers du J9 de la MNJTF en étroite collaboration avec le conseiller militaire du CBLT et l'UA afin de réviser conjointement les termes de référence de la cellule de coordination civilo-militaire du SRS et de discuter des opérations civilo-militaires multifonctionnelles et intégrées dans le BLT pour une meilleure coordination et un meilleur partage des responsabilités. Les termes de référence ont été discutés une fois de plus avec un public plus large en décembre lors d'un atelier avec les officiers d'état-major de la MNJTF, l'UA, la CBLT, l'équipe SRS, les représentants du guichet national du Tchad. La cellule nouvellement créée se concentrera sur la planification et le suivi des activités visant à étendre l'accès humanitaire et à renforcer l'engagement avec les communautés dans la région du bassin du lac Tchad. Il s'agit d'une véritable avancée pour renforcer l'application de l'Humanitaire-Développement tout au long de la mise en œuvre des actions de stabilisation. Fin 2020, en partenariat avec l'unité d'engagement des OSC de la Banque africaine de développement (BAD) et l'ECOSOCC de l'UA, le Secrétariat a lancé la série d'ateliers consultatifs des OSC du CBLT - quatre consultations nationales virtuelles et une consultation régionale virtuelle. La plateforme des OSC, qui rassemble toutes les organisations de la société civile opérant dans le bassin du lac Tchad, a été établie dans chaque pays de la région.

Partenaires d'Organisation

Commission du bassin du lac Tchad, Institut d'études internationales, Radio Ndarason Internationale

Partenaires Financiers

Union Européenne, Banque Africaine de Développement, Allemagne, Suède, Pays-Bas, Royaume-Uni. (Fonds pour les conflits, la stabilité et la sécurité)



MISE À L'ÉCHELLE DE LA STABILISATION DANS LE LIPTAKO GOURMA

PROGRAMME DE STABILISATION DU PLAN D'INITIATION PILOTE (PIP) - RÉGION LIPTAKO GOURMA

\$7.8
MILLIONS

3
PAYS

18
MOIS

La situation sécuritaire dans le Sahel, et en particulier dans la région du Liptako-Gourma (ALG), continue de représenter un défi important. Malgré des investissements substantiels dans la sécurité, la consolidation de la paix, le redressement et le développement au cours des sept dernières années, le conflit continue de s'étendre à de nouvelles zones. Si cette situation ne peut être inversée, il existe un risque de crise prolongée qui crée un environnement propice aux déplacements à grande échelle et au recrutement d'extrémistes violents.

C'est pourquoi un plan de lancement de projet (PIP) a été élaboré pour donner le coup d'envoi des interventions de stabilisation dans la région. L'objectif de la phase pilote est de développer de nouveaux cadres stratégiques de politiques et de programmes pour la région du Liptako-Gourma afin de faciliter les efforts actuels des États membres et de la communauté internationale pour endiguer la violence, protéger les civils, répondre aux besoins humanitaires et créer les conditions nécessaires au retour à une gouvernance pacifique et au développement durable.

S'appuyant sur les succès de la stabilisation dans le bassin du lac Tchad avec les leçons apprises et le partage des connaissances, le programme de stabilisation du PIP dans la région LG a reçu l'approbation de l'Autorité de Liptako-Gourma (ALG), du G5 Sahel, et des institutions gouvernementales de la région à travers des réunions consultatives organisées par le PNUD.

Le PIP, d'une durée de 18 mois, vise à jeter les bases de la mise en place d'un mécanisme de stabilisation à grande échelle dans la région. Les principaux résultats du PIP sont, entre autres, les suivants:

- Améliorer la coordination civilo-militaire et renforcer la présence de l'État dans les zones frontalières
- Améliorer les moyens de subsistance des ménages locaux, avec l'objectif général de réduire ou d'éliminer la violence
- Établir et/ou renforcer les cadres consultatifs formels pour consolider les relations transfrontalières.

L'approche du PNUD en matière de stabilisation, qui s'est avérée efficace en Irak, en Libye et dans le bassin du lac Tchad, offre des avantages immédiats en matière de paix pour renforcer la confiance entre la population et les autorités nationales et locales. Le PNUD propose de mettre à l'échelle la facilité de stabilisation existante établie pour soutenir les interventions au bon rythme et à l'échelle de mesure. L'ambassade d'Allemagne au Niger, les États membres de l'ALG (Niger, Burkina Faso, Mali) et les chefs des principaux ministères du Niger, notamment ceux de la Défense et de l'Action humanitaire, ont unanimement choisi Goroul et Téra, dans la région de Tilabéri au Niger, comme zones prioritaires pour la phase pilote du programme.

Partenaires d'Organisation

Autorité du Liptako-Gourma, G5 Sahel

Partenaires Financiers

Allemagne



LE PROGRAMME CONJOINT SAHEL

LE PROGRAMME RÉGIONAL CONJOINT ONU-ALG
POUR SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIVITÉS
TRANSFRONTALIÈRES DANS LA RÉGION LIPTAKO-
GOURMA

\$8
MILLIONS

3
PAYS

8
AGENCES

La mauvaise gouvernance et les problèmes de sécurité ont affaibli la capacité des États à faire face aux conflits intra et intercommunautaires, à l'augmentation du trafic d'êtres humains et de drogues, au crime organisé et à la pauvreté de masse persistante. À cela s'ajoute la présence de divers groupes djihadistes et de trafiquants d'armes. Cette situation a empêché la population d'accéder aux services sociaux de base, limitant les opportunités économiques, en particulier pour les femmes et les jeunes. Le Programme Conjoint a cherché à atténuer ces divers défis au développement dans la région en travaillant en collaboration, en mettant en commun les ressources et en dirigeant l'expertise pour aider les communautés les plus vulnérables dans la région du Liptako Gourma.

Le Programme Conjoint a jusqu'à présent installé quatre plateformes multifonctionnelles dans quatre communes, fourni quatre lots d'équipements solaires, installé quatre points d'eau, et fourni des opportunités d'intégration de l'élevage et du pastoralisme pour les femmes dans les chaînes de valeur locales leur permettant de produire divers produits améliorant les moyens de subsistance dans la région. En plus de fournir l'équipement et les outils nécessaires aux femmes et aux jeunes

pour développer leurs propres opportunités de revenus, des formations ont été organisées pour plus de 100 femmes en matière de prévention et de gestion des ressources naturelles, de cohésion sociale et de pastoralisme, et 100 autres femmes ont été formées à des projets socio-économiques agricoles. Le programme a également organisé la formation de plus de 60 médiateurs pour leur permettre d'acquérir des compétences liées à la fourniture d'un soutien psychosocial aux victimes de la violence sexiste, et une autre formation pour les médiateurs dans les domaines de la paix, de la prévention des conflits et de la gestion des conflits communautaires.

Le programme conjoint a travaillé avec l'ALG pour renforcer les institutions judiciaires, ce qui a permis à ces institutions de mieux remplir leur mandat, d'améliorer l'accès à la justice dans la région pour les membres de la communauté, de mettre en œuvre des stratégies d'atténuation des conflits en formant des médiateurs bénévoles, et de fournir des rapports socio-économiques et des outils pour la gestion communautaire transfrontalière. Deux comités consultatifs de sécurité ont été créés pour servir de cadre d'échange entre les forces de sécurité et les populations afin de rétablir la confiance et d'améliorer leur efficacité.

Partenaires D'Organisation

Autorité du Liptako-Gourma, OIT, ONU FEMMES, UNICEF, HCDH, UNESCO, UNECA, FENU

Partenaires Financiers

Suède



REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET L'ADAPTATION POUR LA RÉSILIENCE AU SAHEL

\$7.5
MILLIONS

7
PAYS

300M
PERSONNES

Le projet de résilience du Sahel favorise les solutions de développement tenant compte des risques pour renforcer la résilience par l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans la région du Sahel occidental et du bassin du lac Tchad, en s'appuyant sur les avantages comparatifs des partenaires régionaux et nationaux.

Financé par la Suède et le PNUD avec un budget global de 7,5 millions de dollars américains sur trois ans (2019-2022), il tire parti du mandat et du pouvoir de rassemblement des organisations régionales - la Commission de l'Union africaine (CUA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En soutenant sept pays du Sahel occidental abritant 300 millions de personnes - le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad - pour qu'ils respectent les engagements du Cadre de Sendai en améliorant l'analyse des données sur les catastrophes et le climat et en les appliquant à la prise de décision, le PNUD vise à créer des voies vers une trajectoire de développement tenant compte des risques.

Le projet de résilience du Sahel s'appuie sur des partenariats solides avec des organismes et institutions régionaux, notamment des agences des Nations unies: ONU Femmes, la Commission du bassin du lac Tchad, le réseau PeriPeri U de l'Université de Stellenbosch, le Centre régional AGRHYMET et les agences nationales de gestion des catastrophes.

Le dialogue avec d'autres institutions clés dans le domaine des risques climatiques (UNDRR, FAO, ONU-Habitat, Africa Risk Capacity, la Banque africaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale) se poursuit. Des études phares sont en cours sur les cadres réglementaires, politiques et budgétaires pour la gouvernance des risques de catastrophe, les politiques tenant

compte de l'égalité des sexes aux niveaux régional et national pour promouvoir des processus de relèvement qui tiennent compte des risques sous-jacents de catastrophe et de changement climatique, ainsi que la gestion des risques urbains.

Le projet soutient l'Union africaine dans l'établissement d'un cadre pour les systèmes d'alerte précoce multi-aléas. Il s'agit d'une étape clé qui souligne l'importance de disposer d'un système d'alerte adéquat pour sauver des vies lorsqu'une catastrophe survient, le continent étant également touché par le COVID-19.

La pandémie a mis à l'épreuve la force et l'adaptabilité des systèmes de gestion des risques de catastrophes et des mécanismes de gouvernance existants pour guider le relèvement de COVID-19 ainsi que leur capacité à gérer les catastrophes simultanées actuelles et futures.

Pour la première fois en Afrique, le projet a présenté la méthodologie d'évaluation des besoins de relèvement (CRNA)* à quelque 80 confédérants et responsables gouvernementaux des pays du Sahel, au personnel de l'UA et de la CEDEAO, ainsi qu'aux membres du Conseil consultatif de la jeunesse africaine (CCJA) pour la réduction des risques de catastrophe. Ce faisant, le PNUD et le réseau PeriPeri U de l'université de Stellenbosch espèrent jeter les bases d'un cadre de praticiens de la planification du redressement socio-économique post-pandémie. Le projet est maintenant engagé dans le soutien à l'Union africaine pour développer un cadre de reprise COVID-19 pour l'Afrique, dans une perspective multirisque et multisectorielle, visant à créer les conditions préalables à la construction de sociétés résilientes dans les zones fragiles du Sahel et ailleurs.

* Développé par le PDNA Roll Out II du PNUD, financé par l'Union Européenne.

Partenaires d'Organisation

Commission de l'Union africaine (CUA), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ONU Femmes, AGRHYMET, PeriPeri U/Stellenbosch University, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT).

Partenaires Financiers

Suède



PROJET RÉGIONAL SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE

\$7
MILLIONS

9
PAYS

2
PROJETS

En 2020, le PNUD a maintenu une forte collaboration avec la CEDEAO et a mis en œuvre des projets visant à relever les défis liés aux armes légères et de petit calibre (ALPC) dans la région. Les deux projets régionaux en cours sur les ALPC: le crime organisé: West African Response to Trafficking (OCWAR-T), cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, et le projet d'engagement transfrontalier financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (AA) dans le cadre du 11e FED - Programme indicatif régional (PIR 2014 - 2020) pour l'Afrique de l'Ouest, couvrent les États membres de la CEDEAO, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria et la Sierra Leone. Les interventions ont soutenu la réduction du trafic illicite d'armes légères en renforçant la coopération régionale et transfrontalière, en améliorant les structures et les capacités nationales et communautaires dans le domaine du contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC), en réduisant efficacement la disponibilité et la prolifération des ALPC, en particulier dans les communautés frontalières, et en améliorant les moyens de subsistance pour la remise volontaire des armes.

Compte tenu de l'impact de la pandémie mondiale, le projet SALW a soutenu les NATCOM en leur fournissant des équipements de protection individuelle, notamment des masques nasaux, des désinfectants pour les mains et des kits de lavage des mains, afin de freiner la propagation de la pandémie. Au Liberia, le projet a produit et diffusé des jingles sur les médias nationaux pour sensibiliser les gens, principalement les acteurs de la sécurité, à la pandémie de COVID-19 et aux mesures à prendre pour atténuer la propagation du virus, compte tenu de l'effet qui en résulte sur les moyens de subsistance, ce qui pourrait entraîner une augmentation de la criminalité.

Plus de 5 000 membres de la communauté, en particulier des femmes et des jeunes dans

neuf (9) pays cibles, ont été sensibilisés par des campagnes de sensibilisation et un dialogue intercommunautaire, ce qui leur a permis de mieux connaître les dangers de la circulation illicite des ALPC. Cela a entraîné un changement d'attitude au sein de la population cible et a suscité un intérêt pour le désarmement volontaire des armes dans le cadre de projets de développement. À la suite de la campagne de sensibilisation massive, 1 598 armes et 1 229 munitions ont été récupérées et détruites dans ces communautés.

En outre, le PNUD a mis en place 15 bureaux décentralisés afin d'établir la présence des NATCOM et des forces de sécurité à certaines frontières, réduisant ainsi la libre circulation des armes illicites dans les zones frontalières. En conséquence, les bureaux ont été équipés d'ordinateurs, de motos, d'imprimantes, de mobilier de bureau (table, chaises, armoire et équipement de communication), afin de réduire le flux illicite d'ALPC dans les zones frontalières.

Enfin, le projet régional du PNUD sur les ALPC a contribué avec succès à l'instauration d'une société pacifique dans le cadre de sa programmation contre la violence électorale en coordonnant une campagne de sensibilisation innovante intitulée "Ballot without Bullets" au Ghana. Cette initiative a permis d'identifier les points chauds du pays et de lancer des campagnes communautaires ciblées et de haut niveau, ainsi que des programmes de sensibilisation ciblant les acteurs politiques, les chefs traditionnels, les jeunes et les groupes de femmes aux points chauds afin de prévenir les conflits communautaires. Cette intervention a permis d'enregistrer un nombre presque nul d'incidents armés dans certains des points névralgiques avant, pendant et après les élections au Ghana. Les campagnes " Ballot without Bullets " ont été désignées comme une nouveauté à reproduire dans d'autres pays pour lutter contre la violence lors de futures élections dans les régions de la CEDEAO et de la CEEAC.

Partenaires d'Organisation
AU, CEDEAO, GIZ, NATCOM

Partenaires financiers
Allemagne, UE



RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ HUMAINE

\$3
MILLIONS

4
PAYS

1,500
FAMILLES

Le partenariat entre le PNUD et le Luxembourg est renforcé par des consultations annuelles avec un accent stratégique sur l'Afrique en général et la région du Sahel pour soutenir les initiatives visant à réduire la pauvreté, les conflits armés, la bonne gouvernance et la démographie croissante. Le programme luxembourgeois issu de ce partenariat a permis, au fil des ans, d'améliorer l'accès aux services publics dans les zones transfrontalières en crise du Burkina Faso, du Tchad, de la Mauritanie et du Niger.

Cohésion Sociale des Communautés (Prévention des Crises/Gouvernance)

- Une formation et un soutien aux capacités ont été dispensés à 400 chefs traditionnels, y compris des imams, des groupes de femmes et de jeunes, des agriculteurs, des éleveurs et des représentants des autorités locales, afin qu'ils utilisent les moyens locaux de prévention des conflits et de négociation pour promouvoir la sécurité communautaire et la cohésion sociale dans leurs localités. Les chefs traditionnels qui ont bénéficié de la formation ont joué un rôle déterminant dans la négociation du récent accord de paix entre les représentants des groupes ethniques Fulani et Dagon, qui a mis fin aux affrontements sporadiques entre agriculteurs et éleveurs dans la région frontalière de Mopti, au Mali.
- Au Burkina Faso, divers programmes de formation ont été organisés pour les individus et les groupes interreligieux afin d'assurer le dialogue et les échanges entre l'État et

la société civile. Un projet de programme d'activités de 2018 -2019 a été mis à disposition. Certains membres des Capacités opérationnelles de l'Observatoire national des faits religieux (ONAFAR) et 11 femmes ont été formés et outillés sur la pratique de la liberté religieuse et la prévention des conflits.

- Des réunions de plaidoyer ont été organisées pour promouvoir le dialogue interreligieux et établir la présence du gouvernement. Grâce au projet, les individus, les élus locaux, les chefs traditionnels et d'autres comités locaux au Niger ont également bénéficié d'une présence gouvernementale accrue et d'un meilleur accès aux services publics par le biais de programmes de formation au développement et d'une éducation financière sur l'épargne, la budgétisation, la gestion des dettes, ainsi que des services financiers.

Moyens de Subsistance, Autonomisation Économique des Femmes et des Jeunes

- Une 60 de femmes et de jeunes ont bénéficié d'une formation technique et professionnelle pour créer de petites entreprises dans les domaines de la couture, de la poterie et des chaînes de valeur agroalimentaires. Plus de 1 500 ménages ont eu accès à des moyens de subsistance grâce à des subventions de capital-risque et à des programmes de renforcement des capacités pour exploiter de petites entreprises, améliorant ainsi leur résistance à la crise.

Partenaires d'Organisation
ONAFAR

Partenaires Financiers
Luxembourg

EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

En 2020, le Bureau régional du programme VNU pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (VNU ROWCA) a concentré son engagement de partenariat sur des initiatives régionales et transfrontalières communes. Ainsi, le programme VNU a été intégré avec succès dans la programmation régionale de la gouvernance et de la jeunesse du PNUD et a fourni un soutien essentiel tout au long du processus de conceptualisation. En outre, le programme VNU ROWCA a également contribué aux programmes phares de l'UNISS sous les trois piliers de la gouvernance, de la jeunesse et de la sécurité.



RÉPONSE COVID-19

Pour soutenir les entités des Nations Unies et les programmes nationaux de réponse aux crises, 321 VNU ont été recrutés dans 19 pays de la région. Au Mali, 60 VNU déployés pour servir le PNUD ont sensibilisé les communautés des régions de Mopti et Bamako à la transmission du COVID-19 et aux mesures de protection. Ils ont touché 700 000 bénéficiaires directs en neuf mois. Au Libéria, 50 volontaires communautaires ont participé à un projet conjoint du PNUD, de l'OIM et du HCR sur la surveillance des frontières et la réponse au COVID-19. Engagés comme traceurs de contacts et chercheurs de cas, ils ont aidé à prévenir la transmission transfrontalière et à assurer l'engagement des communautés pendant la pandémie.

PAIX ET SÉCURITÉ

19 VNU ont contribué à la prévention et à la résolution des conflits en soutenant le projet transfrontalier du FBP "Combating Violent Extremism" au Burkina Faso, au Bénin et au Togo. Ils se sont principalement concentrés sur l'alerte précoce et le suivi et l'évaluation, avec le PNUD et l'OIM, et sur le projet "Renforcement des capacités locales pour la prévention des conflits dans la Moughataa de Bassiknou" en Mauritanie avec le PNUD.

GOVERNANCE

En matière de soutien électoral, 129 VNU ont été déployés au sein du PNUD en Afrique de l'Ouest et du Centre. Au Burkina Faso, 60 VNU communautaires et 52 VNU nationaux ont été mobilisés pour appuyer les 45 provinces lors des élections couplées de novembre 2020. Dans le même temps, au Niger, 60 VNU nationaux ont apporté un soutien technique à la CENI. En outre, les VNU ont contribué aux tâches essentielles, notamment l'organisation logistique, le recrutement et la formation des membres votants.

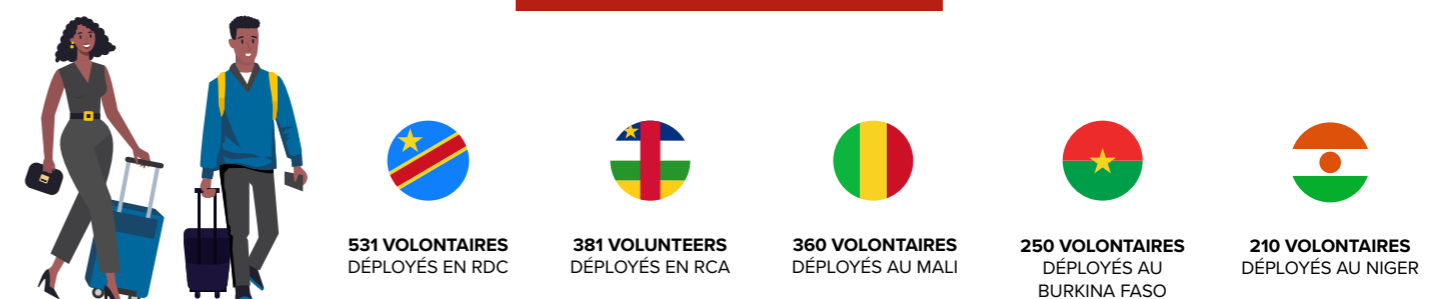
L'AUTONOMISATION DES JEUNES ET DES FEMMES

35 VNU spécialisés dans les domaines des finances, des TIC, de l'OMI, de l'ingénierie, des affaires sociales, des arts et de la culture ont soutenu la mise en œuvre du projet PBF: "Jeunesse et Paix" au Mali et au Burkina Faso et de la stratégie de stabilisation régionale du bassin du lac Tchad, en partenariat avec le PNUD et le FNUAP. Afin d'améliorer l'inclusion des partenaires et de soutenir les initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, 34 femmes Volontaires des Nations Unies et spécialistes du genre ont été recrutées pour renforcer la programmation du genre pour la paix et le développement au Sahel.

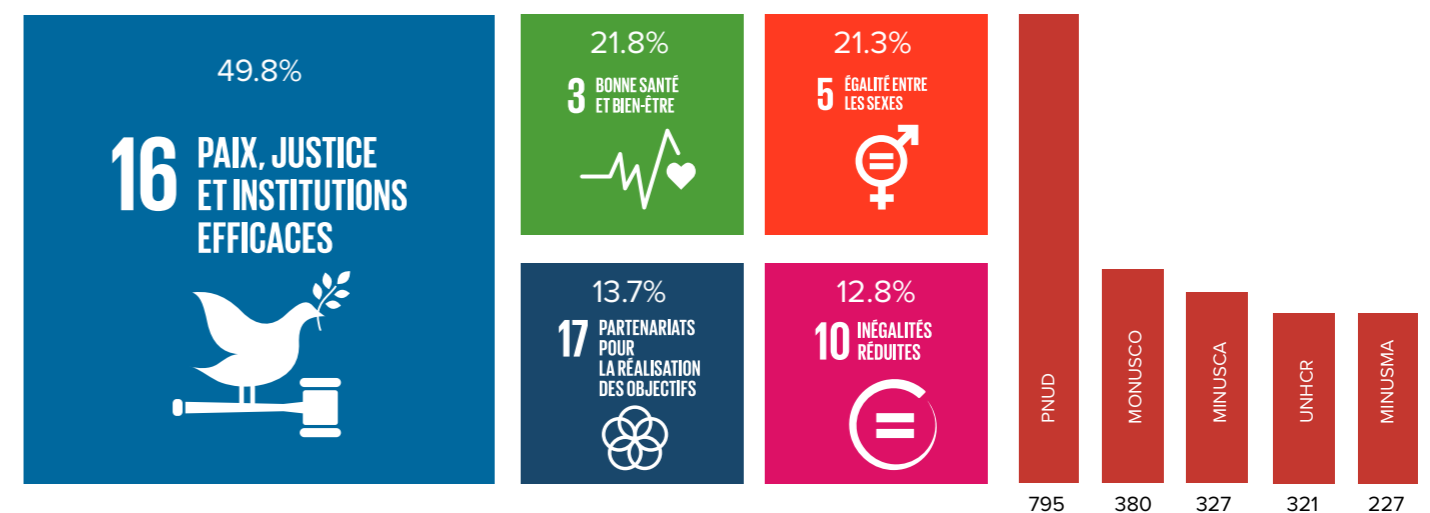
CONTRIBUTION AUX SDGS

Selon VRA 2020, les VNU ont touché 4 984 371 bénéficiaires, principalement des jeunes, des personnes âgées et des personnes déplacées/réfugiées.

CHIFFRES CLÉS 2020



2873 VOLONTAIRES DÉPLOYÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE



CONTRIBUTION DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES AU SDGS

LES 5 PRINCIPALES ENTITÉS D'ACCUEIL

EQUIPE DE SURVEILLANCE ET DE SOUTIEN AUX PAYS

1

24 PAYS SOUTENUS

Vingt-quatre pays soutenus dans la région depuis Dakar et New York

2

RÉPONSE AU COVID-19

Soutien à la coordination de l'expertise technique pour le développement et l'approbation de 21 propositions de Fonds de Réponse Rapide (RRF) mobilisant un total de 4,8 millions de dollars pour la réponse à COVID-19.

3

REDRESSEMENT DU COVID-19

Pour le redressement de COVID-19, 28,7 millions de dollars ont été mobilisés pour soutenir la coordination de l'expertise technique pour le développement et l'approbation de 24 propositions de Facilité de financement rapide (FFR).

4

DÉPLOIEMENT DU DOCUMENT DE PROGRAMME PAYS

Un soutien à la programmation solide a été apporté à l'élaboration de 2 CPD et à la diffusion de 4 CPD, ainsi qu'à l'assurance qualité de 17 propositions de budget supplémentaire du Japon (BSP) pour un montant total de 32,8 millions de dollars.

5

SOUTIEN CONSULTATIF

La COST a suivi de près la situation politique liée aux élections au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Burkina Faso, au Ghana, en RCA et au Niger, en établissant des liens avec différents acteurs afin de fournir un soutien consultatif aux bureaux nationaux en cas de besoin.

6

PLAN D'INTERVENTION AU MALI

Un plan d'intervention a été élaboré pour faire face à l'évolution de l'instabilité au Mali.

L'équipe de surveillance et de soutien aux pays (COST) fournit une surveillance et des conseils stratégiques régionaux conformément aux stratégies de l'entreprise et aux cadres connexes. L'équipe est la première interface soutenant tous les aspects programmatiques et opérationnels en coordination avec les hubs et les équipes mondiales et régionales.

En 2020, COST, y compris la collaboration de l'équipe RBM, a soutenu la conception du programme pour les bureaux nationaux de la Côte d'Ivoire et du Cameroun avec une théorie du changement et des solides résultats attendus. La COST a apporté son soutien et a co-animé un atelier sur la théorie du changement à l'appui du nouveau CPD en Guinée-Bissau. La COST a accompagné les bureaux nationaux dans les démarches nécessaires à l'extension des CPD en 2020 pour le Burkina Faso, la Guinée Bissau, le Niger et Sao Tomé & Príncipe. La COST, en étroite collaboration avec RBM, a organisé 4 ateliers d'opérationnalisation et de déploiement des CPD au Burundi, au Congo, au Mali et en Sierra Leone afin de permettre aux bureaux nationaux de se préparer à une mise en œuvre efficace et efficiente de leur nouvel engagement en matière de CPD et de fournir des conseils sur les options de mise en œuvre avec un suivi du plan d'action de déploiement. Une formation au renforcement des capacités a été dispensée, notamment sur ATLAS pour la Gambie et sur les règles et procédures liées à la gestion de projet pour le Burkina Faso et le Gabon. Avec l'arrivée de COVID-19, la COST a mobilisé et coordonné l'expertise technique

de l'ensemble du centre régional et du monde entier afin de renforcer la qualité des propositions élaborées par les bureaux nationaux pour répondre à la crise et s'en remettre pendant le reste de l'année 2020. Cela a permis aux bureaux de pays de la région de mobiliser un total de 4,8 millions de dollars pour la réponse à COVID-19 par le biais de 21 RRF approuvés dépensés à la fin de l'année et 28,7 millions de dollars pour le redressement de COVID-19 par le biais de 24 projets approuvés par RFF en cours de mise en œuvre. La COST a collaboré avec des experts du GPN, coordonné l'examen technique et assuré l'assurance qualité de 17 propositions de budget supplémentaire du Japon pour un montant total de 32,8 millions de dollars. La COST a suivi de près la situation politique liée aux élections au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Burkina Faso, au Ghana, en RCA et au Niger, en établissant des liens avec différents acteurs afin de fournir un soutien consultatif aux bureaux nationaux en cas de besoin. Le coup d'Etat au Mali a plongé le pays dans une crise multidimensionnelle avec des retombées dans la sous-région. Dans le cadre de la réponse à la crise et du soutien au bureau national, des réunions du conseil de crise Mali plus ont été organisées, englobant les pays du Sahel. Une équipe dirigée par COST New York et Crisis Bureau, en étroite collaboration avec le Hub régional de Dakar, le RSCA et le BPPS, s'est engagée, par le biais d'une approche intégrée de solutions inter-unités, à élaborer un plan d'intervention pour le Mali, à assurer le suivi des décisions du conseil, y compris les déploiements et les allocations d'intervention.

LEADERSHIP DU HUB

Pour mener à bien ses mandats, le Hub Manager compte sur le soutien des chefs d'équipe qui gèrent un large éventail de portefeuilles en Afrique de l'Ouest et du Centre.



Njoya Tikum
Coordonnateur du Hub



Sevenais Sterling
Représentant Résident Adjoint
(Opérations)



Fredrick Ampiah
Coordinateur Régional ALPC



Reshmi Theckethil
Chef de Projet Résilience



Thomas Pitoad
Spécialiste Réduction des
Risques de Catastrophes



Chika Charles Aniekwe
Chef de la Stabilisation
Secrétariat SRS



Waly Ndiaye
Conseiller en
Gouvernance et
Consolidation de la Paix



Armand-Michel Broux
Spécialiste de la
Prévention des Conflits et
la Consolidation de la Paix



Christelle Odongo
Spécialiste de l'Énergie et du
Changement Climatique



Kwaku Asante Darko
Spécialiste Programme
Régional



Stephane Amani
Spécialiste Régional des
Moyens de Subsistance



Ishmael Dodoo
Coordinateur de
Programme



Pepe Ayele, Wansi Satchivi
Chef d'équipe, RBA COST



Jean De Dieu Sibomana
Analyste Régional pour la
Jeunesse



Hawa AW
Spécialiste Stabilisation
ALG



Mohamed Mediouf Diop
Chef des finances et de
l'administration



Programme des Nations Unies pour le Développement
Hub Sous-Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Point E, Complex Citamil, Immeuble E
Dakar - Sénégal

Connectez-Vous Avec Nous

   @UNDPWACA
africa.undp.org

© PNUD 2021